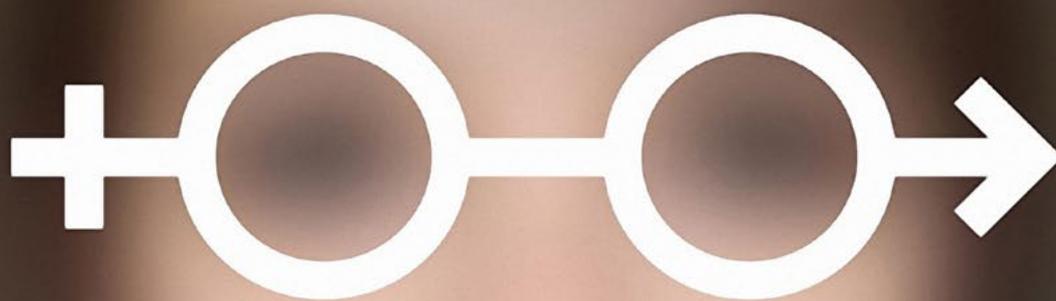


DOSSIER SPÉCIAL
INÉGALITÉS
HOMMES-FEMMES



**DU MAL À
VOIR L'ÉGALITÉ
DES GENRES ?**



OXFAM

Magasins du monde

DANS CE CARNET



DOSSIER
LE COMMERCE ÉQUITABLE,
UN OUTIL D'EMPOWERMENT
DES FEMMES

6

*L'emploi et
les femmes
en quelques
chiffres*

19



REPORTAGE
EN INDE,
LES FEMMES
ARTISANES
DE LEUR
AUTONOMIE

11



SOCIÉTÉ

*L'austérité
sape l'autonomie
économique
des femmes*

20

UNE PUBLICATION D'OXFAM-MAGASINS DU MONDE • Février 2016 • 81528
RÉDACTION ET RÉALISATION: Oxfam-Magasins du monde en collaboration
avec Axelle Magazine • Ont contribué à ce numéro : Roland d'Hoop,
Estelle Vanwambeke, Patrick Veillard, Sébastien Maes, Manon Legrand
et Vanessa Amboldi. redaction@mdmoxfam.be
ILLUSTRATIONS : Lucie Castel p.18 et Karo p.31
ÉDITEUR RESPONSABLE : Pierre Santacatterina,
Rue provinciale, 285 à 1301 Bierges

© 2016 Oxfam-Magasins du Monde • Imprimé sur papier recyclé et FSC.

Ce dossier est réalisé avec le soutien de la Direction
Générale de la Coopération au Développement.

Avec le soutien de
LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT **.be**

RETROUVEZ NOUS SUR
WWW.OMDM.BE
OU FACEBOOK :
OXFAMMAGASINS DUMONDE



OXFAM

Magasins du monde

EDITO



REGARDS CROISÉS
EN INDE COMME EN BELGIQUE,
LES TRAVAILLEUSES SONT PLUS
PAUVRES QUE LES TRAVAILLEURS.



*On ne nait pas
femme on le
devient*

31

A l'heure où les objectifs de développement durable s'appliquent à tous les pays du globe, les questions de l'égalité des genres et du travail décent doivent s'affranchir des frontières entre "Nord" et "Sud", car les inégalités sont bien globales ! D'ici 2030 les Etats signataires du nouveau programme de développement durable de l'ONU auront l'occasion de faire preuve de volonté, de solidarité et de créativité pour lutter contre les injustices humaines et environnementales aux quatre coins du monde.

Pour Oxfam-Magasins du monde, les alternatives pour gagner en égalité de droits entre les femmes et les hommes doivent se construire avec les communautés, dans la spécificité de leurs territoires. Elles passent notamment par *l'empowerment* des femmes, dans des conditions de travail décentes, comme le préconise le commerce équitable. En Inde jusqu'au Burkina Faso, en passant par la Bolivie et la Belgique, le commerce équitable est en effet un levier d'émancipation et de transformation des rapports de pouvoirs opprimants.

Porter les lunettes *Fairchances*, c'est une invitation à changer notre regard sur le monde qui nous entoure, encore outrageusement discriminant envers les femmes. C'est prendre position sur la question et ne pas être neutre, ni ici, ni là-bas. C'est s'inscrire dans une démarche collective pour organiser les solidarités en faveur d'un monde plus juste et équitable pour toutes et tous.

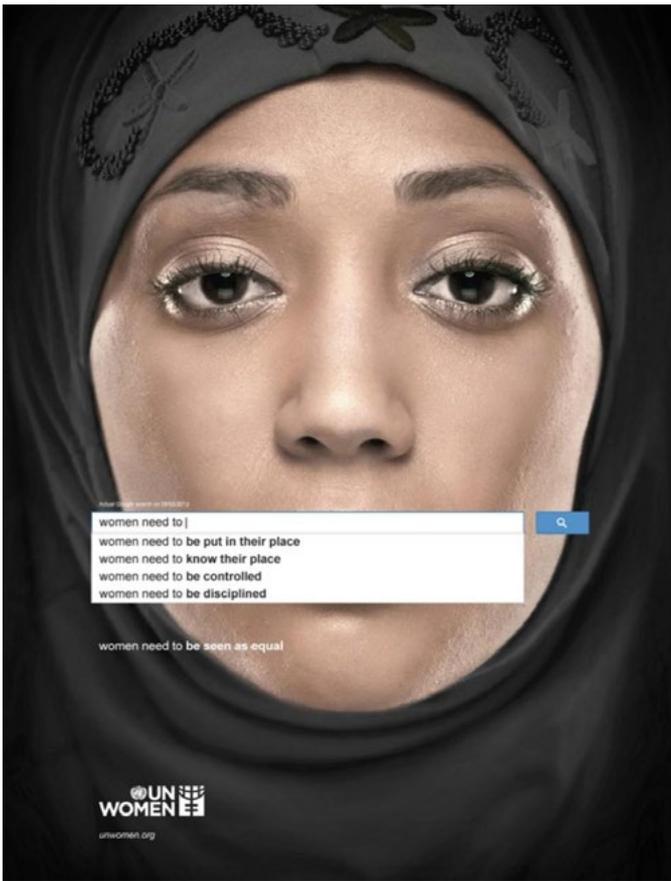
Estelle Vanwambeke.

INSOLITE

QUAND GOOGLE PERMET DE RÉVÉLER LE SEXISME

Pour une campagne contre le sexisme en 2013, l'ONU a analysé les termes de recherche les plus populaires sur Google. Ainsi, si vous tapez « les femmes ne devraient pas », google vous suggère, sur base des recherches les plus fréquentes : « ne devraient pas conduire », « ne devraient pas avoir de droits », « ne devraient pas travailler », « ne devraient pas voter »... Ou si l'on tape « les femmes devraient », on obtient des suggestions comme « rester à la cuisine » ou « rester à leur place »... Les affiches de la campagne parlent d'elles-mêmes...

www.unwomen.org/en/news/stories/2013/10/women-should-ads



EXPO

FEMMES EN COLÈRE : UNE EXPO À NE PAS RATER !

Il y a 50 ans déjà, la grève des femmes machines de Herstal allait marquer l'histoire sociale belge et du monde. Pendant 12 semaines, armées d'un balai et d'un chiffon rouge en guise de drapeau, les travailleuses sortent dans la rue. Le motif de leur mécontentement : elles bossent autant que les hommes, pourtant elles touchent moins. Un slogan apparaît : « A travail égal, salaire égal ». Hymne repris ensuite par les mouvements semblables aux quatre coins du globe. L'exposition se présente en deux parties : une sur la grève de 1966 et une autre sur l'histoire contemporaine de l'émancipation des femmes. A voir jusqu'au 26 mars à Hertsal.



www.femmesencolere.be

GENDER APARTHEID



L'ARABIE SAOUDITE, ENFIN LE PARADIS POUR LES FEMMES !

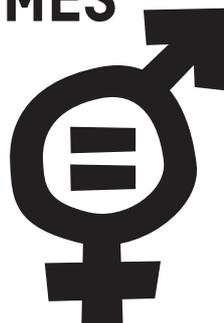
Vous en avez marre de vous faire siffler en rue ? Installez-vous en Arabie Saoudite. Là-bas, vous pourrez faire vos courses tranquillement, puisque des centres commerciaux sont réservés aux femmes. Mais comme vous n'aurez pas le droit de conduire au pays des pétrodollars, il vous faudra quand même vous débrouiller pour trouver un chauffeur... Et si l'on vous harcèle au travail, ne paniquez pas, l'Arabie Saoudite a trouvé la solution, puisque ce pays veut construire une nouvelle cité industrielle entièrement réservée aux femmes ! Ah, si seulement on pouvait faire des villes réservées aux machos, on serait plus tranquilles...

www.courrierinternational.com/article/2014/12/04/shopping-pour-tous

TESTEZ LA DIFFÉRENCE SALARIALE ENTRE HOMMES ET FEMMES DANS VOTRE SECTEUR

Découvrez en quelques clics combien vous gagnez de plus ou de moins que la personne de sexe opposé.

www.convertisexe.be



TOP/FLOP

FEMMES ITALIENNES, GRECQUES, HONGROISES ET MALTAISES : LES PLUS DISCRIMINÉES EN EUROPE !

Selon une étude du World Economic Forum (WEF), une organisation suisse qui mesure les inégalités entre les hommes et les femmes, les italiennes sont plus victimes de discrimination par rapport aux hommes que les Zimbabwéennes, les Thaïlandaises et les Sud-Africaines... mais moins que les Grecques, les Hongroises, les Maltaises, les Indiennes, les Turques et les Égyptiennes. Ces chiffres concernent tant les inégalités au travail que dans la vie sociale. Sans surprise, ce sont les pays scandinaves qui figurent dans le haut du classement. La Belgique se place quant à elle en 10ème position.

<http://reports.weforum.org/global-gender-gap-report-2014/>

LE CHIFFRE

2089

Le Chiffre : selon ce même rapport, il faudra attendre 2089 avant de se réjouir d'une égalité salariale. Pour faire mentir cette prévision, rien de tel que de se battre dès aujourd'hui pour l'égalité femmes-hommes !

Source : OIT (Organisation Internationale du Travail)

AVANT-PROPOS

Empowerment au féminin pour une société plus équitable

La campagne Fairchances lancée en 2015 par Oxfam-Magasins du monde défend l'égalité des femmes à accéder et jouir des mêmes opportunités et des mêmes droits que les hommes dans la sphère économique.

Le travail, et plus généralement l'économie, est en effet un des domaines fondamentaux de l'empowerment des femmes. Mais il faut que ce travail favorise leur émancipation telle que la définissent Tilman et Grootaers (2014), qu'il leur permette d'«avoir une emprise plus grande sur leur environnement économique et social afin de pouvoir agir collectivement sur cet environnement et modifier les rapports sociaux de domination dans un sens plus équitable». Autrement dit, le travail n'est pas à lui seul émancipateur. On le voit dans les emplois précaires qui confinent les femmes dans une situation d'exploitation ou de plus grande vulnérabilité, et tendent à aggraver les inégalités entre les hommes et les femmes, dans des frontières toujours plus floues.

Dans une économie sociale et solidaire centrée sur la vie et les territoires, comme dans le commerce équitable par exemple, on retrouve ce potentiel émancipateur. Femmes et hommes y développent de nouvelles pratiques qui relèvent tant de l'individu que du groupe, par la prise de décision en public, la délibération, les modes de gouvernance, la gestion des ressources, la mobilisation... ce qui contribue ainsi à repenser, en même temps que l'économie, la politique.

Estelle Vanwambeke



DOSSIER

Estelle Vanwambeke & Patrick Veillard

LE COMMERCE ÉQUITABLE, UN OUTIL D'EMPOWERMENT DES FEMMES

“ Avant, je ne faisais que regarder les gens à travers la fenêtre. Aujourd'hui, je peux sortir, m'asseoir et parler aux gens de ma communauté. Je me sens très fière.

Ruksana Mahila Vikas Samooh,
Tara Projects.

Photos © Ronny Hermosa - Fair trade Connection

L'empowerment est une notion essentielle en matière d'égalité femmes-hommes mais également pour le commerce équitable. L'empo... quoi? Pourquoi encore utiliser un terme anglais? Malheureusement, il n'existe pas d'équivalent dans notre langue. Le mot regroupe en effet différentes notions, telles que le renforcement, l'émancipation ou l'autonomie. Les hispanophones parlent « d'empoderamiento », tandis que les Canadiens francophones ont créé le mot « empowerment ».

Dans tous les cas, on retrouve dans ces termes le mot « pouvoir ». La notion fait ainsi référence au pouvoir que l'individu peut avoir sur sa propre vie, au développement de son identité,

ainsi qu'à sa capacité ou celle de sa communauté à changer les rapports de pouvoir dans les sphères économique, politique, juridique et socioculturelle. Pour les femmes, l'empowerment désigne le processus leur permettant d'acquérir de l'autonomie dans un contexte patriarcal discriminant à leur égard.

Une manière d'aborder l'empowerment est de le diviser en 4 composantes :

- **L'avoir** est lié principalement aux aspects économiques, notamment aux moyens d'accès et de contrôle des ressources matérielles et humaines (ex. revenus, accès au crédit, à la terre, aux soins de santé ou à l'éducation).

- **Le savoir** renvoie aux connaissances et aux compétences pratiques ou intellectuelles (ex. formations techniques, alphabétisation, développement des capacités d'analyse critique).

- **Le vouloir** est lié à la force psychologique et identitaire de l'individu (confiance en soi, image/estime de soi) et/ou du groupe.

- Enfin, **le pouvoir** renvoie à la possibilité de prendre des décisions, d'être libre de ses actes et de se repositionner dans ses rapports de pouvoir avec son entourage ou dans la société au sens large (ex. renégociation de la répartition du travail dans le couple, influence au sein de la communauté, travail de plaidoyer d'une organisation équitable).



QUELQUES DÉFINITIONS UTILES

Egalité entre femmes et hommes

L'égalité entre femmes et hommes signifie que les comportements, les aspirations et les besoins différents des unes et des autres sont considérés, évalués et favorisés à égalité. Elle ne signifie pas que les femmes et les hommes doivent devenir identiques, mais que leurs droits, leurs responsabilités et leurs chances ne doivent pas dépendre de leur sexe.

Le genre

Le genre désigne la construction culturelle de la différence des sexes. Le genre est à la fois défini comme l'ensemble des rôles sociaux sexués et comme système

de pensée et de représentation définissant culturellement le masculin et le féminin. La notion de genre permet de distinguer l'identité biologique de sexe (être mâle/ être femelle) de l'identité sociale.

L'équité

L'équité renvoie à l'idée de justice sociale. Elle a un caractère subjectif. Elle fait appel à des sentiments et à un jugement. Elle s'associe au principe de différence. L'action aide à corriger des inégalités de départ. L'équité revient à traiter différemment les gens de manière à compenser les inégalités pour aller vers plus d'égalité réelle. Mesures de discrimination positive, quotas en faveur des femmes...

L'autonomie économique des femmes

L'autonomie économique et financière des femmes représente la possibilité pour les femmes d'avoir accès, au cours de l'ensemble des cycles de leur vie, aux moyens et ressources économiques (emploi, services et revenu suffisant) pour répondre à leurs besoins, ainsi qu'à ceux des personnes dont elles ont la charge. L'autonomie donne la possibilité de faire des choix économiques et d'influencer les structures économiques de nos sociétés.

Source : ABC des droits des travailleuses et de l'égalité entre hommes et femmes. Bureau International du Travail, Genève, 2000.



L'EMPOWERMENT PAR LA COMPOSANTE AVOIR

“ J’ai fait un premier emprunt de 10.000 rupees, pour acheter un terrain et construire ma maison. Une fois cet emprunt remboursé, j’ai emprunté 10.000 de plus pour acheter une machine à polir le nickel. Le micro-crédit est un outil très utile car les taux d’intérêt sont très bas. Nous travaillons, gagnons de l’argent et nous sommes heureux de pouvoir rembourser. ”

Nazma,
Tara Projects (Inde).



L'EMPOWERMENT PAR LA COMPOSANTE POUVOIR

“ Avant, les femmes ne travaillaient pas et donc avaient peu de valeur au sein de la famille. Leurs parents ne leur accordaient pas d’importance. Maintenant que nous rapportons de l’argent, nos parents nous écoutent, nous prenons part aux décisions, notre autonomie est renforcée. ”

Sonia Akter,
Corr - The Jute Works
(Bangladesh)



L'EMPOWERMENT PAR LA COMPOSANTE VOULOIR

“ Avant de rejoindre le groupe, j’étais une femme au foyer. Dans notre famille, les femmes ne pouvaient pas sortir de la maison. Avant j’étais timide et j’avais peur. Le chemin parcouru ces 9 dernières années m’a donné la force de parler en public, je suis confiante et je peux m’exprimer lors des réunions avec TARA. Avant je n’avais pas confiance en moi. Sur le plan personnel j’ai beaucoup changé. Je mange bien et je porte de beaux vêtements. Mes enfants aussi se portent bien. Ils reçoivent des cours particuliers, ils mangent bien et s’habillent bien. ”

Asha Kumari,
Tara Projects (Inde).



L'EMPOWERMENT PAR LA COMPOSANTE SAVOIR

“ J'ai appris que les hommes et les femmes ont les mêmes droits, que les femmes ne doivent pas être laissées pour compte. Par exemple, pour un travail identique, les hommes et les femmes devraient gagner la même chose. ”

Shabana,
Corr - The Jute Works
(Bangladesh)



Pour en savoir plus, retrouvez sur notre site web l'analyse Empowerment au féminin pour une société plus équitable, d'Estelle Vanwambeke.

WWW.OMDM.BE

Pour résumer, l'appartenance des artisanes à une organisation équitable leur apporte de réels changements, surtout en termes de ressources (matérielles et humaines, cf. avoir), de compétences (savoir) et de conscience critique (vouloir). L'artisanat équitable peut également leur permettre de redéfinir les rôles au sein du foyer, de gagner de la mobilité et parfois même, de s'impliquer dans des activités socio-politiques (pouvoir). Mais ce n'est pas non plus un outil miracle (cf. encadré). C'est pourquoi la lutte pour les droits des femmes doit se faire à de nombreux niveaux, en particulier éducatif et politique ! ■

QUAND LES FEMMES SE BATTENT ENSEMBLE, ELLES SONT PLUS FORTES !



“ Lorsque j'ai commencé à sortir du village pour aller à Calcutta, j'ai pris conscience que les hommes et les femmes étaient égaux. C'est à ce moment que ce concept est devenu clair pour moi. J'ai pensé : « moi aussi je peux faire ça ». Les femmes doivent se battre ensemble afin de faire respecter leurs droits. Si le mari de l'une se comporte mal ou ne respecte pas ses droits, toutes les femmes doivent lever la voix ensemble afin de mettre un terme à l'injustice. Cela devrait être une responsabilité commune entre les femmes. ”

Amina Bibi,
Sasha (Inde).



© Ronny Hermosa - Fair trade Connection



REPORTAGE

Manon Legrand

EN INDE, DES FEMMES ARTISANES DE LEUR AUTONOMIE

En Inde, les violences domestiques et sexuelles, les inégalités d'accès à l'éducation et la pauvreté composent le lot quotidien des femmes. Pourtant, à travers le commerce équitable, des Indiennes ont gagné leur indépendance financière et osent revendiquer leurs droits. Solidaires, elles invitent aussi d'autres femmes, et les générations suivantes, à emprunter cette même voie. À Calcutta et Delhi, rencontre avec ces combattantes.



Cet article a été initialement
publié dans le magazine axelle

www.axellemag.be



© Manon Legrand

Le chemin de terre, au milieu des rizières, ne s'emprunte qu'à pied ou en deux-roues. Il mène à une petite maison aux volets vert d'eau, un rien défraîchis. À l'intérieur, une vingtaine de femmes sont installées derrière leurs machines à coudre Singer dont le bruit des rouages concurrence celui des ventilateurs. Dans une pièce adjacente, des couturières assises en tailleur se concentrent sur leurs travaux de broderie.

Cet atelier de production, le «Kolaghat Socio Economic Welfare», du nom du village de la province du Bengale, est situé à deux bonnes heures de voiture de Calcutta. Il est né en 1984 avec le soutien de Sasha, l'une des organisations pionnières de commerce équitable en Inde et partenaire de l'ONG belge Oxfam-Magasins du monde, qui vend ses produits en Belgique.

«Tout se décide collectivement»

Au début, 18 femmes ont pris part au projet. Elles sont aujourd'hui 40. Toutes l'ont rejoint par le bouche à oreille, grâce

à une amie, une mère, une voisine ; elles vivent dans un périmètre de 5 ou 6 kilomètres. Les femmes intègrent l'équipe après deux ou trois mois de formation, en couture ou broderie. Si Dipali, meneuse de l'équipe, a pu compter sur le soutien de sa famille, les autres ont dû batailler pour pouvoir travailler. Dans la mentalité du village, la place des femmes est à la maison. «Les hommes du village pensaient qu'on perdait notre temps, nous regardaient bizarrement quand nous rentrions tard au village. Quand ils ont vu que notre atelier de production fonctionnait, leur regard a changé», témoigne la jeune femme. «Aujourd'hui, on a gagné leur confiance. Ils nous soutiennent et comprennent l'intérêt d'avoir un deuxième salaire à la maison.»

Dans ce petit atelier d'artisanat, l'un des 50 que compte Sasha dans la région, les femmes assurent tout le processus, de la

confection à l'envoi des commandes. «J'ai appris beaucoup, raconte fièrement Dipali, la fiscalité, je n'y connaissais rien avant de suivre une formation ! Dans l'atelier, tout se décide collectivement», ajoute-t-elle. Les femmes choisissent ensemble le montant payé pour une pièce, gagnent

toutes le même revenu pour le même travail et déposent une partie de leur salaire dans une caisse collective destinée à l'intendance ou aux soins médicaux. Certaines d'entre elles ont créé des «self-help groups», systèmes d'épargne collective.

«Dans cet atelier, les femmes gagnent de l'argent, mais passent aussi du bon temps !» tient à préciser Dipali. «Nous avons des relations très fortes entre nous, on peut parler des problèmes qu'on rencontre à la maison sans être jugées, précisent plusieurs d'entre elles, ici, on se sent libres.» «L'indépendance économique nous donne confiance», renchérit une autre. Cette conscience nouvelle de leurs droits se manifeste aussi hors des

NOUS VIVONS DANS UN MONDE D'HOMMES. LES FEMMES PEUVENT AVOIR TOUT LE COURAGE DU MONDE ET CONNAÎTRE LEURS DROITS, MAIS RIEN NE CHANGERA SI ELLES NE REÇOIVENT PAS DU SOUTIEN.

REPORTAGE

murs de l'atelier. «Un jour, une personne a été arrêtée sans raison dans le village, raconte Dipali, nous sommes allées à la station de police toutes ensemble, on a crié, protesté, et la personne a été libérée.» Elles ont également manifesté en groupe contre la coupe d'un vieil arbre du village... Et gagné.

«Je veux changer la vie d'autres femmes»

À Calcutta se trouvent les bureaux et l'espace de formation de Sasha, mais aussi une boutique qui rassemble les produits d'artisanat issus de tous les ateliers de production soutenus par l'organisation. C'est là que nous rencontrons Shabana. Ce jour-là, elle est très excitée, un peu nerveuse aussi. Dans quelques jours, elle va pour la première fois quitter Calcutta, sa ville natale. Choisie comme ambassadrice par Oxfam-Magasins du monde pour la semaine du commerce équitable, elle se rend en Belgique en vue de présenter les projets de Sasha en Inde. Une belle victoire pour cette femme de 35 ans issue d'une famille très pauvre. Comme c'est souvent de coutume dans le pays, elle a été mariée à 18 ans et, jeune épousée, a déménagé chez sa belle-famille. Onze mois plus tard, Shabana apprend qu'elle est enceinte... d'une fille. La belle-famille enrage. Le mari de Shabana se remarie à une autre femme qui sera «capable d'avoir des garçons». Shabana quitte le foyer et retourne chez sa mère. «J'ai dit non ! En quoi était-ce une faute d'avoir eu une fille ?», se souvient-elle. Cette décision sera déterminante pour le reste de son existence. Entre son apprentissage scolaire et l'éducation de son enfant, elle coud des coussins et des

housses pour assurer la survie de la famille. «Ça n'allait pas bien mais ça allait...» C'est alors qu'elle croise la route de Sasha qui lui passe quelques commandes. Un jour, 1.000 pièces lui sont demandées pour le Japon. Beaucoup trop pour elle et sa mère. Déterminée, Shabana frappe à la porte des voisines et des amies et leur propose de l'aider. «Je coupais les pièces que je leur apportais pour qu'elles les assemblent et je récoltais le tout le soir. Ça me prenait beaucoup de temps.» Avec l'aide de Sasha, elle achète des machines pour pouvoir assurer toute cette production, puis installe l'atelier, après plusieurs déménagements, dans un lieu désaffecté légué par un propriétaire généreux. Petit à petit, ses dettes s'épongent, la production se développe. L'équipe de Shabana compte aujourd'hui onze personnes, des femmes uniquement. Elle avoue que le mot de la fin lui revient toujours, mais cela est stipulé dès le départ et toutes les décisions, comme à Kolaghat, se prennent collectivement. Shabana se décrit comme «une gardienne dans un ascenseur où nous sommes toutes». L'atelier est ouvert de 10h à 19h pour assurer aux femmes des horaires flexibles. Les célibataires

**C'EST UN MOYEN
D'ÉCHAPPER À LA VIOLENCE
DOMESTIQUE ET D'ÉVITER
AUSSI LE HARCÈLEMENT
SEXUEL DONT SONT
PARFOIS VICTIMES LES
FEMMES AU TRAVAIL.**

travaillent 8 heures par jour ; les femmes mariées et les mères passent 4 heures par jour à l'atelier et font le reste à la maison, pour mieux concilier leur vie familiale et professionnelle. Si l'une des femmes est enceinte ou malade, un montant lui est versé, qui sera retiré du salaire par petites touches ensuite. Shabana insiste : «Ce n'est pas une entreprise, c'est un refuge pour les filles dont certaines ont été abandonnées par leur mari.» Elle pourrait fanfaronner, vu le chemin parcouru, mais reste très humble. Celle qui considère «avoir eu de la chance» ne désire que deux choses : «travailler encore» et surtout, «mettre de la lumière dans l'existence des femmes confrontées à ce que j'ai vécu, et changer la vie d'autres femmes.»

«Je me sens en sécurité»

À Delhi, les femmes peinent aussi à acquérir une place égale à celle des hommes, en particulier si elles proviennent des castes inférieures ou de la campagne. Le projet Tara est né au début des années 60 dans la capitale indienne pour soutenir le développement socio-économique des plus vulnérables, dont les femmes. Outre le volet commerce équitable, le projet a élargi ses activités aux enjeux de l'éducation, de la santé, et même de l'environnement. Avec pour objectif de combattre l'exclusion sociale, la pauvreté et l'illettrisme.



Dans le bidonville de Bawana, hommes et femmes ont retrouvé une autonomie financière en travaillant dans cet atelier de bijoux.

Le bâtiment qui loge les bureaux de l'association a tout d'une maison résidentielle. À l'intérieur, on découvre une vraie petite entreprise d'artisanat équitable qui écoule ses produits aux quatre coins du monde, dont en Belgique. Au premier étage, hommes et femmes mélangés enfilent les perles, réalisent des sautoirs, assemblent des pendentifs. Dans une seconde pièce, un autre groupe vérifie que les bijoux sont en ordre, lustre, frotte, avant la dernière



REPORTAGE

étape : l'emballage et l'étiquetage des produits d'artisanat. Un étage plus haut, des hommes et des femmes conçoivent le design des bijoux et gèrent les exportations, principalement vers l'Europe et les États-Unis, le commerce équitable n'étant pas encore très connu, et surtout cher, pour la population indienne. Ils semblent tous un peu inquiets : avec la crise économique mondiale, le chiffre d'affaire de l'organisation a chuté d'un quart. Sofiya, 27 ans, travaille ici depuis sept ans comme artiste bijoutière.

L'avenir qui se dessine pour elle avant qu'elle n'intègre Tara est semblable à celui de ses six sœurs : mariée, mère au foyer. Cela ne lui convient pas. Elle veut «prendre sa vie en main». Sans formation et ayant arrêté l'école à 15 ans, la tâche n'est pas aisée. D'autant qu'elle ne peut pas compter sur le soutien de son entourage. Seul son père, recycleur de journaux, aujourd'hui décédé, croit en elle. En silence d'abord, pour ne pas heurter les traditions du village. Sofiya rencontre les travailleurs sociaux de Tara à un salon de développement social. L'étincelle qui manque à la jeune femme. Ce travail lui permet de s'occuper de sa mère aveugle et de payer les cours par correspondance

de ses deux nièces. Sofiya parvient aussi à mettre de l'argent de côté – environ 200 roupies chaque mois sur son salaire de 10.000 roupies, environ 140 euros au total – dans le «self-help group» constitué avec les autres artisanes. Elle s'est achetée un scooter pour rejoindre son lieu de travail. «Je n'ai plus de comptes à rendre à personne, se réjouit-elle, je me sens en sécurité et je n'ai plus peur dans mon quartier.» Plus tard, elle aimerait ouvrir son propre atelier pour donner du travail à d'autres femmes. Pour elle, «toutes les filles devraient bosser. Ici, il n'y a pas de compétition, chacun peut développer ses compétences, les hommes respectent les femmes... C'est un moyen d'échapper à la violence domestique et d'éviter aussi le harcèlement sexuel dont sont parfois victimes les femmes au travail.»

«Il faut un soutien aux femmes»

Mosmeen interrompt la réalisation minutieuse de son collier en perles et crochet pour raconter son histoire. Le visage frêle ombragé par son voile bleu,

elle a l'air timide mais se révélera de plus en plus charismatique au cours de son récit. Mosmeen vient d'un village d'agriculteurs situé à cinq heures de bus de Delhi, dans l'Uttar Pradesh, l'un des États les plus peuplés et aussi les plus pauvres

de l'Inde. Là-bas, la violence domestique est courante : «Quand les femmes osent contester, elles sont battues.» Mariée à 19 ans, elle est abandonnée par son époux quelques

années plus tard, avec ses trois enfants. «C'était un désastre dans ma vie, je ne savais pas quoi faire.» Elle décide de contacter les travailleurs sociaux de Tara rencontrés un peu plus tôt. Ils lui proposent de venir suivre une formation en artisanat à Delhi. «C'était comme Londres pour moi !, évoque-t-elle les yeux rieurs. Mon cas a été porté à la mosquée. Pour essayer de les convaincre, j'ai invité les hommes à venir visiter Tara à Delhi. Ils ont compris qu'on ne faisait rien de «diabolique», comme ils se l'imaginaient.» En cogestion avec une quinzaine de femmes, Mosmeen gère aujourd'hui un atelier de couture et de broderie. Pas question que les hommes franchissent la porte. Car la pratique religieuse de son village l'impose, mais pas seulement. «C'est un endroit où les femmes doivent être en sécurité et se sentir bien», insiste-t-elle. Mosmeen a conscience des inégalités qui frappent les femmes : «Je menace parfois les maris de mes amies en leur disant que s'ils continuent à les battre, elles partiront !» Elle confie aussi à demi-mot : «Je suis contente que mon mari soit parti, comme ça, j'ai échappé à la violence ! Nous vivons dans un monde d'hommes. Les femmes peuvent avoir tout le courage du monde et connaître leurs droits, mais rien ne changera si elles ne reçoivent pas du soutien.» Cela passe notamment par l'éducation. Aujourd'hui en Inde, la scolarisation des filles progresse mais

TU PEUX ÊTRE ÉMANCIPÉE ÉCONOMIQUEMENT MAIS SI TU N'AS PAS LA PUISSANCE DE RÉFLÉCHIR, TU ES PERDUE.



© Manon Legrand

Dans les ateliers de couture, les femmes gagnent de l'argent mais y trouvent aussi du soutien et de l'écoute.

reste faible. Alors qu'elles sont 98% à être scolarisées en primaire, elles ne sont plus que 48% à aller à l'école en secondaire. Mosmeen suit aujourd'hui un programme mis en place par Tara dans son village pour apprendre à calculer ainsi que lire et écrire l'anglais. «Tu peux être émancipée économiquement mais si tu n'as pas la puissance de réfléchir, tu es perdue», conclut la jeune femme.

«Donnez-moi juste une chance»

À l'extérieur de Delhi, dans le bidonville de Bawana, où se côtoient maisons en terre et en brique, Rokshana nous attend. Elle affiche un large sourire quand elle raconte ce qu'on pourrait qualifier sans trop exagérer de success-story. Avec le soutien de Tara, cette femme d'une quarantaine d'années, ayant quitté l'école précocement, est aujourd'hui à la tête d'une petite entreprise d'artisanat équitable qui emploie une quarantaine de personnes. Elle gère aussi les microcrédits dans le village, mécanismes de financement permettant à des femmes et des hommes de développer des activités économiques. Tout le village, son mari en premier, également travailleur dans l'atelier, la regarde avec admiration. Pourtant, le respect, elle a dû le gagner. Émigrée à Delhi suite aux inondations dramatiques qui frappent sa région, Rokshana est mariée à 15 ans. Contrainte de rester



Dans ce petit atelier d'artisanat d'un village près de Calcutta, les femmes assurent tout le processus, de la confection à l'envoi des commandes.

dans la maison de la belle-famille pour élever ses six enfants, elle explique : «Je priais en secret pour que mon fils soit malade afin que je puisse sortir avec lui, pour aller voir le médecin.» C'est une rencontre avec le professeur Sharma, fondateur de Tara, qui va changer le cours de sa vie. «Laissez-moi essayer, donnez-moi juste une chance...» Cette phrase, elle la répétera inlassablement à son mari et auprès des gens du village réticents. Aujourd'hui, elle se réjouit du changement des mentalités. «Il y a quelques années encore, on pensait que le travail des enfants était normal,

aujourd'hui, tous les enfants du village vont à l'école», témoigne-t-elle. Son souhait le plus cher est de voir ses enfants «vivre libres». Si les droits des femmes sont encore loin d'être acquis en Inde, Rokshana a toutes les raisons d'y croire en regardant sa fille aînée de 18 ans. Animatrice dans un centre extrascolaire, elle réalise des pièces de théâtre sur les inégalités femmes-hommes: violences conjugales, inégalités d'accès à l'école et autres enjeux vécus quotidiennement par les femmes y sont mis en scène par les adolescents, devant un public, tous âges confondus, présent en nombre. ■

EN QUELQUES MOTS

- En Inde, des femmes changent le cours de leur vie en s'émancipant économiquement grâce à leur travail dans des organisations de commerce équitable.
- Au-delà de l'indépendance financière, elles gagnent une liberté de décision sur leur propre vie et celle de leurs enfants, et montrent la voie à d'autres femmes.



L'égalité, ça passe aussi par la fiche de paie

Dans sa démarche de regard-croisé avec nos partenaires du Sud, pour la deuxième partie de sa campagne Fairchances, Oxfam-Magasins du monde a interrogé des organisations féministes, syndicales et d'éducation permanente de Belgique, telles que le CEPAG, pour recueillir leur vision sur la situation actuelle des inégalités au travail basées sur le genre, chez nous.

Vanessa Amboldi

Du combat des ouvrières de la FN à aujourd'hui

Il y a 50 ans, le 16 février 1966, les 3.500 ouvrières de la Fabrique nationale d'armes à Herstal décident spontanément d'arrêter le travail. Elles font grève pour dénoncer l'inégalité salariale entre les femmes et les hommes. Une grève de femmes dont la portée universelle fut annonciatrice du féminisme des années '70. Après 12 semaines de combat, ces 3.500 femmes ont changé l'histoire : l'histoire du mouvement ouvrier, l'histoire du syndicalisme, l'histoire des femmes...

Leur slogan : « A travail égal, salaire égal ! » est devenu le symbole de la lutte pour l'égalité salariale entre les femmes et les hommes et n'est – malheureusement – pas encore tombé en désuétude...

En effet, aujourd'hui, en Belgique, les femmes gagnent, en moyenne, 22% de moins que les hommes². Concrètement : pour gagner la même chose qu'un homme, une femme devrait travailler 73 jours de plus par an !

Cette discrimination est dénoncée depuis de nombreuses années par le monde associatif, les mouvements féministes, les organisations syndicales et certains politiques. Si cette mobilisation porte ses fruits – l'écart salarial entre femmes et hommes s'amenuise d'année en année –, cette amélioration se fait très (trop) lentement... En effet, pour que l'écart salarial ne soit plus qu'un mauvais souvenir, il faudrait patienter 32 ans ! La discrimination a encore de belles années devant elle...

Travailler à temps partiel : pas toujours un choix...

La principale cause de l'écart salarial entre les femmes et les hommes réside dans le travail à temps partiel :

45% des femmes travaillent à temps partiel, contre 10% des hommes.

Opter pour le travail à temps partiel est moins souvent qu'on ne l'imagine le résultat d'un choix consenti. Seules 11% des travailleuses ont choisi leur temps partiel ! En effet, de nombreux secteurs professionnels, principalement occupés par des travailleuses comme le commerce ou le nettoyage, ne proposent que des temps partiels.

Et puis, de nombreuses femmes travaillent à temps partiel pour s'occuper de la famille. Manque de places d'accueil pour les enfants et les personnes âgées, difficulté de changer les mentalités (c'est aux femmes de s'occuper des enfants)... Ce sont majoritairement les femmes qui doivent choisir entre vie professionnelle et vie familiale. Les chiffres le prouvent : 56 % des femmes contre 26% des hommes aménagent leur temps de travail pour concilier vie professionnelle et vie privée. Mais les inégalités dans le monde du travail ne se mesurent pas uniquement sur la fiche de paie. D'autres discriminations constituent le quotidien des femmes au travail.

Parmi ces nombreuses causes d'inégalité, il y a le plafond de verre auquel se heurtent les femmes lorsqu'il s'agit d'évoluer dans l'entreprise. Les avantages en nature (voiture de société, PC portable) sont plutôt réservés aux hommes. Les réunions sont souvent programmées en fin de journée, au moment où la travailleuse troque sa casquette de travailleuse pour celle de maman. La liste est encore longue...

Et la résistance dans tout ça ?

Sophie Bérout, maîtresse de conférences en science politique à l'Université de Lyon II, souligne les difficultés pour les femmes de se lancer dans le militantisme et l'action collective, comme le

LE CEPAG EN QUELQUES MOTS

En tant que mouvement d'éducation populaire, le CEPAG¹ a la lutte contre les discriminations inscrite dans son ADN. Afin de remplir notre engagement—à savoir favoriser la citoyenneté active, critique et démocratique—nous avons fait de l'égalité et de l'émancipation de chacune et chacun notre fil rouge tout au long de notre réflexion, nos formations ou nos actions de sensibilisation.

Dès lors, pour nous, l'égalité entre femmes et hommes, entre travailleuses et travailleurs est une priorité.

« *Mais enfin, notre société a évolué. Aujourd'hui, chez nous, les femmes ont les mêmes droits que les hommes !* » nous assène-t-on souvent... Pourtant, si l'égalité est inscrite dans la loi et si les femmes ont, sur papier, les mêmes droits que les hommes, l'égalité de genre est loin d'être une réalité.

Le constat est sans appel : aujourd'hui en Belgique, femmes et hommes ne sont pas mis sur un même pied. Que ce soit les jouets—aspirateurs roses pour les filles et sabres laser bleus pour les garçons, les filières d'études vers lesquelles les jeunes sont orientés – le social pour les unes et le scientifique pour les autres, le manque d'infrastructures d'accueil pour les enfants... Tout est fait pour que les stéréotypes de genre persistent dans la structure sociale... Et le monde du travail n'échappe pas à cette situation...

C'est pour casser ces stéréotypes et permettre aux femmes de s'émanciper dans le travail que le CEPAG continuera de mettre en évidence la nécessité de l'égalité chez nous et partout dans le monde. C'est une question de justice sociale !

syndicalisme. Des stéréotypes qui ont la dent dure mais aussi la difficulté de concilier les vies professionnelle, militante et privée... constituent autant d'obstacles aux parcours militants des femmes.

Il apparaît pourtant que, comme les travailleuses de la FN il y a 50 ans, c'est au travers de l'action et de la résistance collective que le combat pour l'égalité entre femmes et hommes sera gagné. ■

RÉFÉRENCES

- 1 Le Centre d'Éducation Populaire André Genot est un mouvement d'éducation permanente, proche de la FGTB, reconnu par la Fédération Wallonie-Bruxelles. www.cepag.be
- 2 Sur base du salaire mensuel brut dans le secteur privé, en prenant en compte le temps partiel. Chiffres de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes.



Ci dessus : Affiches de la FGTB sur leur campagne pour l'égalité salariale.

«L'écart salarial entre les femmes et les hommes est profondément injuste. La principale cause de cet écart est le travail à temps partiel: 45% des femmes travaillent à temps partiel, contre seulement 10% des hommes. Ajoutons que le travail à temps partiel n'est, la plupart du temps, pas choisi. Seules 11% des travailleuses ont choisi leur temps partiel !»

Du vécu • Chloé •

SEPTEMBRE



NOVEMBRE



DÉCEMBRE



MARS



AVRIL



MIINCE...
TU CROIS QUE TU PEUX DÉPLACER CE RENDEZ-VOUS?



AH... TU NE PEUX PAS TROUVER UN AUTRE OPHTALMO?



BON, TANT PIS...
JE ME DÉBROUILLERAI.

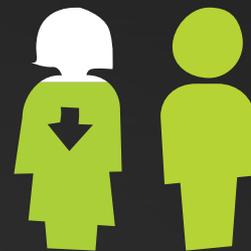


Lucie Castel • janvier 2014

EMPLOI ET FEMMES EN BELGIQUE

sources STABEL 2014

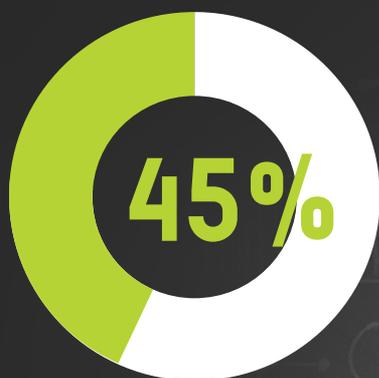
D'après l'Institut pour l'Égalité des Femmes et des Hommes (IEFH), en 2013, "57,8% des bénéficiaires du Revenu d'Intégration Social (RIS) sont des femmes, et la catégorie d'âge la plus importante est celle des 20-24 ans". A Bruxelles, les femmes font partie des catégories de population plus vulnérables au chômage, et donc plus exposées à la pauvreté. L'Observatoire de la Santé et du Social de Bruxelles-Capitale explique ce phénomène par "la position des femmes sur le marché du travail", "leur position différenciée dans la famille" ou encore des "événements particuliers", comme une séparation ou un enfant. Pour les femmes d'origine étrangère, les chances de trouver un emploi sont encore plus minces, puisqu'elles font face à une double discrimination : celle d'être femme et celle de leur origine.



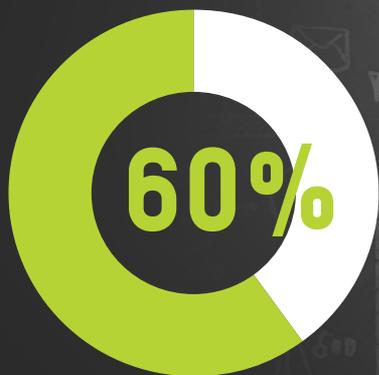
LE SALAIRE MOYEN BRUT DES FEMMES EST INFÉRIEUR DE

22%

À CELUI DES HOMMES (SUR BASE ANNUELLE).



TRAVAILLENT À MI-TEMPS



DES EXCLUS DU CHOMAGE SONT DES FEMMES

440.000

FEMMES AU FOYER NON RÉMUNÉRÉES

L'austérité sape l'autonomie économique des femmes

Les politiques d'austérité ont frappé fort plusieurs pays d'Europe. Un rapport publié en mars 2015 analyse leurs conséquences dans sept États, dont la Belgique. Les femmes sont particulièrement touchées.

Manon Legrand

Accès au logement, aux soins de santé, à l'éducation, à la justice... Tous ces domaines sont touchés de plein fouet par les politiques d'austérité. Publiée en mars dernier, une étude réalisée pour la commission Libertés civiles, Justice et Affaires intérieures du Parlement européen expose les conséquences de ces politiques dans sept pays d'Europe : Grèce, Belgique, Chypre, Espagne, Irlande, Italie et Portugal¹.

Le constat est sans appel : les mesures d'austérité affectent particulièrement les personnes pauvres, les personnes âgées, les personnes handicapées et leur famille, les personnes sans papiers et les femmes de manière transversale.

D'autres nombreux rapports parus précédemment, issus des ONG ou associations de femmes, en ont déjà fait état. Un constat déplorable, vingt ans après la 4e Conférence mondiale sur les femmes à Pékin, qui avait pour projet de passer l'ensemble des mesures politiques nationales et internationales au prisme du genre afin de faire progresser l'égalité.

Si dans le domaine de l'éducation, la Belgique s'en sort plutôt bien par rapport à la Grèce ou l'Espagne, elle est en revanche montrée du doigt pour la santé. «*De plus en plus de femmes sont incapables de payer les frais en matière de santé sexuelle et reproductive*», rapporte l'étude. On pourrait également ajouter la mesure de réduction du séjour en maternité, non citée dans le rapport, qui touche directement les femmes. La Belgique a en effet décidé de s'aligner sur la tendance européenne en réduisant d'un demi-jour le séjour à la maternité, le limitant donc à 4 jours. Avec l'objectif de le réduire d'un jour complet en 2016².

Les premières victimes

Les mesures d'austérité n'ont pas été sans

conséquence sur l'emploi et la sécurité sociale: licenciements, diminutions ou restrictions des allocations de chômage... Sans oublier les mesures touchant spécifiquement la pension : l'âge de la retraite a été augmenté dans tous les pays – aujourd'hui fixé à 65 ans, l'âge légal passera à 66 ans en 2025 et à 67 ans en 2030 en Belgique – et son montant réduit.

Les femmes, parce que déjà dans une position inégale sur le marché du travail, en sont les premières victimes. Certains ont pourtant avancé que l'austérité avait favorisé l'accès des femmes au travail. Le Lobby Européen des Femmes démonte l'argument : «*Les réductions des écarts entre les femmes et les hommes en matière d'emploi ne sont pas un signe que l'égalité femmes-hommes s'accroît. Elles ne reflètent pas des améliorations pour les femmes, mais plutôt la détérioration de la situation de l'emploi aussi bien pour les femmes que pour les hommes*»³. En effet, si les femmes ont été appelées sur le marché du travail, il s'agissait d'emplois précaires : temps partiels, métiers pénibles... De plus, les femmes, davantage amenées à assurer la prise en charge des enfants et des autres personnes dépendantes, sont nettement plus touchées par les réductions des allocations familiales, des allocations logement, des pensions d'invalidité. Les coupes budgétaires dans les services publics, le manque de services d'accueil de la petite enfance par exemple, peuvent agir comme des freins à l'accès des femmes au marché du travail. Ces coupes augmentent aussi leur charge de travail, invisible et non reconnue, dans la sphère privée. Cela marque un recul inquiétant pour l'autonomie financière des femmes.

Une recette qui ne fonctionne pas

«*L'argument central de promotion des programmes d'austérité à travers l'Europe a été de dire qu'ils étaient nécessaires pour surmonter les principaux déficits*



© Collectif Krasnyi/Karim Brikci-Nigassa

Dimanche 11 mai 2014 à Bruxelles, des centaines de manifestants ont bravé la pluie pour dénoncer la chasse aux chômeurs. L'appel était lancé par le Réseau Bruxellois des Collectifs de chômeurs/es en vue de dénoncer la politique d'exclusion et de criminalisation des chômeurs et pour appeler à des mesures concrètes contre la précarité. Le mouvement féministe Vie Féminine a participé à cette mobilisation.

budgetaires publics, souvent considérés avoir été causés par des dépenses excessives en matière d'aide sociale durant la crise financière et économique. De plus en plus pourtant, de nombreux experts et organisations internationales s'interrogent sur l'efficacité de ces programmes de consolidation et commencent à reconnaître que la crise financière et les énormes plans de sauvetage des banques européennes font partie des causes profondes de la situation de crise actuelle, et n'en sont pas l'une de ses conséquences», avance le rapport européen. Et les chiffres confirment la mauvaise stratégie des programmes d'austérité. Selon des statistiques

d'Eurostat de 2013, la dette publique a le plus augmenté dans les pays qui ont appliqué les recettes de rigueur budgétaire de la Troïka⁴. Les dégâts sont déjà visibles. Et ce ne serait que le début. «*Si certaines conséquences des mesures d'austérité ont été immédiates ou assez vite visibles, d'autres s'observeront seulement après plusieurs dizaines d'années*», prévient le rapport européen. L'ONG Oxfam l'illustre par un chiffre⁵: en Europe, 15 à 25 millions de personnes supplémentaires pourraient se retrouver en situation de pauvreté d'ici 2025 si les mesures d'austérité se poursuivent. Ces personnes, on le sait déjà, ont majoritairement un visage féminin. ■

RÉFÉRENCES

- 1 The impact of the crisis on fundamental rights across members states of the EU. Comparative analysis, mars 2015: <http://statewatch.org/news/2015/mar/ep-study-cris-fr.pdf>
- 2 Voir encadré Aller plus loin sur [axellemag.be](http://www.axellemag.be)
- 3 Résumé en français de l'étude du Lobby Européen des Femmes The price of austerity – the impact on women's rights and gender equality in Europe, 2012 : www.resume_rapport_lef_austerite_en_fr_2012.pdf
- 4 L'alliance de la Banque centrale européenne, du Fonds monétaire international et de la Commission européenne, en charge de la supervision des plans de sauvetage des États membres.
- 5 Le piège de l'austérité : l'Europe s'enlise dans les inégalités, Oxfam, 2013. Voir aussi [axelle](http://www.axellemag.be) n° 163.



Cet article a été initialement publié dans le magazine *axelle*

www.axellemag.be

À LIRE AUSSI SUR
AXELLEMAG.BE

Réforme des allocations d'insertion : l'État contre les femmes

À la suite de la réforme des allocations d'insertion décidée par le gouvernement Di Rupo, des milliers de femmes ont été exclues du chômage au 1er janvier 2015. À Laeken, des femmes se sont réunies pour tenter de comprendre ce qu'elles risquaient et pour trouver ensemble des moyens de résister (*axelle* n° 174).

Futures mamans, passez à la caisse !

Une mesure entrée en vigueur le 1er janvier 2015 prévoit la diminution du nombre de jours pris en charge par l'assurance maladie pour un séjour en maternité. Selon la gynécologue Ingrid Theunissen, cette mesure «dommageable» ne prend pas en compte la réalité de ce que vivent les femmes (*axelle* n° 176).

Menace sur l'allocation de garantie de revenu

Les allocations de garantie de revenu – dites «AGR» – sont menacées par le gouvernement actuel, qui prévoit de les diminuer. Les trois quarts des bénéficiaires de l'AGR sont des femmes, surreprésentées dans les métiers où le temps partiel est le plus fréquent et touchant des salaires très bas (*axelle* n° 180).

REGARDS CROISÉS

EN INDE COMME EN BELGIQUE, LES TRAVAILLEUSES SONT PLUS PAUVRES QUE LES TRAVAILLEURS.

Pour Oxfam-Magasins du monde comme pour ses partenaires, le travail décent est un levier essentiel pour faire progresser l'égalité hommes-femmes. Lorsqu'une femme accède à un emploi de qualité, rémunéré de manière équitable, elle devient plus autonome financièrement et gagne de la confiance. Les regards dans son entourage familial et la société évoluent tandis que la pauvreté diminue. En Asie comme chez nous, les défis sont encore importants. Pour y voir plus clair, nous avons rencontré deux spécialistes de la question « emploi et genre » en Inde et en Belgique.



Une artisanne de Tara
dans l'atelier de bijoux.

© Ronny Hermosa - Fair trade Connection



**Interview de
Shalini Sinha**

Propos recueillis par Ronny Hermosa



Action menée par l'ONG indienne SWATE en faveur de l'égalité hommes-femmes.

LES INÉGALITÉS HOMMES-FEMMES ET L'ARTISANAT EN INDE

En Inde, les femmes artisanes font partie des couches les plus pauvres : leur travail n'est pas reconnu alors qu'elles contribuent de manière positive aux revenus du ménage et plus généralement de la société. Pour mieux comprendre les enjeux, nous avons interviewé **Shalini Sinha**, spécialiste du travail domestique et informel au sein de l'Organisation Wiego (Woman in Informal Employment Globalizing and Organizing).

QUELLES SONT LES PRINCIPALES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES PAR LES FEMMES QUI TRAVAILLENT EN INDE ?

Lorsque l'on parle des femmes pauvres qui travaillent en Inde, on parle d'un groupe très vulnérable et marginalisé. Un grand nombre d'entre elles, 97%, travaille dans le secteur informel, ce qui est énorme. Par emploi informel, nous entendons qu'elles travaillent depuis leur domicile ou dans la rue, parfois dans des décharges d'ordures ou au domicile d'autres personnes. Dans le secteur informel, l'emploi est ins-

table. Si elle ne trouve pas d'endroit pour vendre ou si la police la chasse, la femme ne gagnera rien ce jour-là et personne n'aura à manger dans son ménage. Il n'y a donc aucune garantie, il n'y a pas de sécurité sociale, pas d'assurance si elle tombe malade ou si quelqu'un dans sa famille tombe malade. Une femme qui travaille à domicile est complètement dépendante des intermédiaires qui lui apportent le travail. Si elle exprime la volonté d'être mieux rémunérée, on lui dira qu'une autre sera prête à faire le travail à ce prix-là.

MAIS EST-CE VRAIMENT SPÉCIFIQUE AUX FEMMES ?

Les hommes sont aussi concernés par le travail informel, qui concerne 91% d'entre eux. Mais les femmes sont encore plus discriminées : elles sont l'échelon le plus bas dans la chaîne du travail, elles sont mal payées, moins bien payées que les hommes

et leur liberté de mouvement en dehors de la maison ou du village est limitée. Tout ça fait qu'elles sont "prisonnières" d'une situation qui les force à accepter ces emplois mal payés et n'offrant aucune protection. En plus de cela, il y a le facteur générationnel. De mères en filles, elles subissent la malnutrition, le manque d'éducation et le manque d'attention. Donc la peur est très réelle ! Peur de la communauté, peur de ce que pensent les autres, peur de se rebeller,...

**"LES FEMMES SONT
L'ÉCHELON LE PLUS BAS
DANS LA CHAÎNE DU
TRAVAIL, ELLES SONT
MAL PAYÉES, MOINS BIEN
PAYÉES QUE LES HOMMES
ET LEUR LIBERTÉ DE
MOUVEMENT EN DEHORS
DE LA MAISON OU DU
VILLAGE EST LIMITÉE."**

De plus, il y a d'autres problèmes liés au fait d'être femme. En plus de leur travail, elles portent de très lourdes responsabilités. Si quelqu'un tombe malade à la maison, c'est leur responsabilité. Elles doivent récolter l'eau, nettoyer la maison, s'occuper des enfants, ... Elles travaillent toute la journée et ce travail n'est pas considéré comme une activité économique.



ET DANS LE SECTEUR DE L'ARTISANAT, EST-CE LA MÊME RÉALITÉ ?

Oui, la plupart des artisanes aussi restent invisibles et isolées, car elles travaillent depuis la maison. Leur propre famille ne reconnaît pas leur contribution au ménage. Nous avons pourtant de nombreuses études qui prouvent que les artisanes qui travaillent à domicile contribuent grandement à l'éducation de leurs enfants, aux besoins quotidiens de la famille. Ces femmes qui travaillent à domicile sont aussi celles qui absorbent les chocs du marché ou de l'économie.

QUEL SONT LES PRINCIPAUX DÉFIS AUXQUELS LES ARTISANES SONT CONFRONTÉES ?

Le plus grand défi est d'obtenir une rémunération juste pour le travail accompli. Le long travail qu'elles effectuent est souvent trop peu payé. Il existe aussi de nombreux mécanismes qui viennent diminuer leur salaire : certaines femmes sont liées par des dettes ou des sommes qui leur ont été prêtées lorsqu'elles étaient dans le besoin. L'intermédiaire peut aussi abuser des rejets. Par exemple, sur une commande de 500 pièces, il n'en accepte que 300. Dans ce cas, ce sont les artisanes qui assument la perte.

Le deuxième problème auquel elles font face, ce sont les compétences, surtout en matière de design. En effet, les marchés changent très rapidement et les clients internationaux, bien qu'ils souhaitent travailler de manière éthique avec les producteurs, demandent une grande flexibilité dans la production. Il est donc important d'investir dans le renforcement de leurs compétences en matière de design, dans leur capacité à comprendre les marchés, les tendances...

LE COMMERCE ÉQUITABLE EST-IL UNE BONNE ALTERNATIVE À PROMOUVOIR ?

Au cœur du commerce équitable se trouve le respect et la dignité du producteur. Or si c'est la norme pour le commerce équitable, pour bien d'autres entreprises ce n'est pas du tout le cas. Souvent la femme ou le

En Inde, le salaire journalier moyen d'un homme est environ 25% plus élevé que celui d'une femme

travailleur en bas de la chaîne de production n'est pas reconnu et est quasi invisible. Mais les organisations de commerce équitable ont aussi des choses à apprendre des entreprises traditionnelles en matière de business plan, de management et de production à grande échelle. Je pense donc

qu'en insérant les principes du commerce équitable dans les entreprises conventionnelles, cela mènera à plus d'égalité entre homme et femme, plus de reconnaissance pour les artisanes, plus de dignité et de meilleurs salaires.

ÊTES-VOUS OPTIMISTE POUR L'AVENIR DES ARTISANES EN INDE ?

L'Inde est un très grand pays et globalement nous constatons un fort développement, de plus en plus de femmes sont scolarisées, font de meilleures études, les femmes osent sortir de la maison et deviennent plus fortes au niveau économique, elles prennent de plus en plus de place. Cependant, nous sommes toujours confrontés à des problèmes d'insécurité, d'abus sexuels et de violence. Ce qui me pousse à être optimiste c'est le fait qu'il y a de plus en plus d'organisations de femmes qui parlent de ces problèmes et qui interpellent le gouvernement. Mais la route est longue et sinueuse et nous avons encore beaucoup d'obstacles à surmonter. ■

" ELLES TRAVAILLENT TOUTE LA JOURNÉE ET CE TRAVAIL N'EST PAS CONSIDÉRÉ COMME UNE ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE. "

" JE PENSE DONC QU'EN INSÉRANT LES PRINCIPES DU COMMERCE ÉQUITABLE DANS LES ENTREPRISES CONVENTIONNELLES, CELA MÈNERA À PLUS D'ÉGALITÉ ENTRE HOMME ET FEMME, PLUS DE RECONNAISSANCE POUR LES ARTISANES, PLUS DE DIGNITÉ ET DE MEILLEURS SALAIRES. "

Pour en savoir plus :

Voir l'étude " Artisanat et genre : impact de l'artisanat équitable sur l'empowerment des femmes en Inde et au Bangladesh ", Patrick Veillard, 2014.

www.omdm.be/etude/artisanat-et-genre-impact-de-lartisanat-equitable-sur-lempowerment-des-femmes-en-inde-et-au-bangladesh/



Interview de Véronique De Baets

Propos recueillis par Sébastien Maes

INÉGALITÉS HOMMES-FEMMES SUR LE LIEU DE TRAVAIL EN BELGIQUE

La Belgique est un des pays les plus en pointe dans l'approche « genre », avec tout un arsenal de lois concernant la non-discrimination et un organisme spécialisé dans les discriminations liées au genre. Enfin, l'approche « gender mainstreaming » (voir encadré) impose à l'Etat de vérifier l'impact de toute mesure sur l'égalité hommes-femmes, et éventuellement de corriger le tir si cet impact est négatif. Alors, tout va bien ? Hélas non... Les stéréotypes sexistes ont la vie dure et il reste encore beaucoup de travail pour que femmes et hommes soient égaux. Petit tour de la question avec **Véronique De Baets** de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, spécialiste de l'aspect « genre et emploi ».

QUEL EST LE POIDS DE LA CULTURE DANS LES INÉGALITÉS HOMMES FEMMES ?

En Belgique, ce poids est très important. Mais il est tellement intégré qu'on ne le

sent pas. Notre société est pourtant influencée par de nombreux stéréotypes sexistes. Ce n'est pas un hasard si on retrouve plus de femmes dans les filières liées à la santé ou au social. Ces filières sont moins valorisées socialement, on y trouve plus de temps partiels, plus de contrats précaires et le salaire y est généralement moins élevé. C'est le résultat d'une culture encore trop marquée par des stéréotypes : on va éduquer les petits garçons à être plus combattifs, à avoir moins le droit à l'erreur. On retrouve donc plus d'hommes par la suite dans des métiers en général plus combattifs, plus valorisés professionnellement et qui correspondent davantage à des temps pleins.

La culture et l'environnement sexiste vont donc avoir une influence sur l'accès à l'emploi des femmes, sur leur carrière et aussi sur la pauvreté de certaines femmes.



Ci dessus, une campagne menée par la Cocof, le Centre interfédéral pour l'égalité des chances et l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes. www.stop-discrimination.be

“EN BELGIQUE, LES FEMMES TRAVAILLENT EN MOYENNE 8H ET DEMI DE PLUS QUE LES HOMMES PAR SEMAINE DANS LE TRAVAIL DOMESTIQUE.”

Elles sont en général plus impliquées dans les tâches ménagères et dans l'éducation des enfants. En Belgique, les femmes travaillent en moyenne 8h et demi de plus que les hommes par semaine dans le travail domestique, sans prendre en compte le travail lié aux enfants. A l'inverse, les hommes travaillent 7 heures de plus de manière professionnelle rémunérée. Cela a forcément

un impact sur le montant de la pension ou de l'allocation de chômage, qui seront plus élevés que chez les femmes.

Donc, même s'il y a eu beaucoup de progrès, les problèmes d'égalité en Belgique sont moins visibles mais toujours présents. L'image de la femme au service de la famille ou au service de l'homme est toujours d'actualité. Nous essayons de combattre cette image par des campagnes de sensibilisation, par une approche au niveau de l'enseignement...



REGARDS CROISÉS

ET POUR LES FEMMES QUI PARVIENNENT À DES POSTES DE DÉCISION OU DANS DES CARRIÈRES OÙ ON NE LES ATTEND PAS, COMMENT CELA SE PASSE ?

Souvent, lorsque les femmes parviennent au sommet de la hiérarchie d'une entreprise et qu'elles sont en minorité, elles adoptent des postures masculines. Elles se fondent dans la culture ambiante. Par contre, si les femmes représentent une certaine masse critique, environ 30%, alors on remarque un enrichissement mutuel puisque chaque sexe peut apporter sa spécificité dans son approche.

COMMENT FAIRE EN SORTE QUE LA LÉGISLATION DONNE DE MEILLEURS RÉSULTATS ?

En Belgique, on a effectivement beaucoup de lois, mais toutes n'ont pas la même efficacité. Par exemple, grâce à la loi sur les conseils d'administration, qui impose un quota dans les grosses sociétés cotées en bourse, le nombre de femmes a vraiment augmenté dans ces structures. Mais des études montrent que, dans tous les secteurs, les femmes sont sous-représentées aux niveaux de pouvoir, y compris dans les ONG, dans le non marchand, dans les médias... Il reste donc beaucoup de travail.

ET COMMENT PEUT-ON LUTTER CONTRE CETTE SITUATION ?

Il faut s'attaquer à la racine du problème, dès la petite enfance, pour lutter contre les stéréotypes. On remarque que le fait de prévoir suffisamment de places d'accueil pour les petits enfants et d'accueil extra-scolaire pour les enfants plus âgés a un impact très positif sur l'offre d'emplois de qualité pour les femmes. Un autre point est lié aux congés parentaux, qui sont prévus par la loi en Belgique, et qui facilitent l'équilibre entre la vie familiale et l'emploi. Le souci, c'est que ces congés sont essentiellement pris par les femmes, ce qui va avoir un impact négatif sur leur carrière. Implicitement, cette situation renforce l'image de la femme plus impliquée dans les tâches liées à l'éducation et au ménage à la maison. Nous essayons donc d'encourager les hommes à prendre ces congés et à s'investir davantage dans la sphère familiale (NDLR : le congé de maternité en Belgique est de 15 semaines pour les femmes et de 10 jours pour les hommes).

Si on veut que les femmes soient plus présentes sur le marché du travail, il faut aussi renforcer la présence des hommes dans la sphère familiale.

Y A-T-IL UNE ÉVOLUTION NATURELLE DANS LE PARTAGE DES TÂCHES MÉNAGÈRES EN BELGIQUE ?

Non, il faut continuer à sensibiliser et à lutter contre les stéréotypes qui nous enferment dans des rôles traditionnels. Il semble que sans cela, les pères consacraient moins de temps aux enfants et continueraient à privilégier leur carrière professionnelle. Il y a pourtant une étude qui montre que plus de 70% des pères souhaiteraient consacrer davantage de temps à leur famille mais nombreux sont ceux qui n'osent pas demander un congé parce que culturellement, dans la mentalité des entreprises, ce serait très mal vu.

COMMENT PEUT-ON AMÉLIORER L'ÉGALITÉ HOMMES-FEMMES EN MATIÈRE DE SALAIRE ?

En Belgique, l'écart salarial entre hommes et femmes n'est pas très élevé : il est de 9% sur une base horaire alors que la moyenne européenne est de 16%. Cet écart devient beaucoup plus grand si on l'analyse sur une base annuelle, c'est-à-dire si on prend en compte le temps partiel. Il est alors de 22%. L'écart de salaire est surtout important entre les personnes qui ont des emplois de qualité (davantage les hommes) et des personnes qui sont dans des secteurs moins rémunérateurs et avec des statuts plus précaires (surtout des femmes). Ce fossé entre bons emplois et emplois de seconde catégorie risque de se renforcer avec la crise.

Il y a un réel problème de pauvreté qui touche spécifiquement les femmes en Belgique.

En Belgique, près de 45% des femmes salariées travaillent à temps partiel ; chez les hommes c'est un peu moins de 10%. Cette situation empêche les femmes d'être complètement autonomes. Elles sont généralement dépendantes du conjoint financièrement. En cas de rupture, elles se retrouvent seules avec les enfants, car plus de 80% des chefs de famille monoparentale sont des femmes ! Cela entraîne un gros risque de précarité. Ce risque est aussi présent au moment de la pension, puisque les femmes n'auront pas cotisé à temps plein pour leur pension. Il y a donc un problème de pauvreté qui touche spécifiquement les femmes en Belgique.

QUELLE VUE A-T-ON SUR LE SECTEUR DU TRAVAIL INFORMEL, NON DÉCLARÉ EN BELGIQUE ?

Il est difficile d'en parler vu qu'on ne dispose pas de chiffres. La création des titres services aurait

permis de légaliser environ 140 000 emplois. Par contre, ces emplois sont peu rémunérés, sont souvent en temps partiel et offrent peu de possibilité d'évolution de carrière... Ces emplois sont surtout occupés par des femmes (c'est principalement du travail de nettoyage et de ménage). On a donc légalisé des situations qui sont pourtant sources d'inégalités hommes-femmes.

COMMENT LES FEMMES PEUVENT-ELLES SE DÉFENDRE PAR RAPPORT À UNE DISCRIMINATION SUR LEUR LIEU DE TRAVAIL ?

Beaucoup de lois permettent de lutter contre certaines discriminations comme le paiement inégal pour des tâches équivalentes ou comme le licenciement lors d'une grossesse. Les femmes ou les hommes qui le souhaitent peuvent contacter l'Institut au numéro gratuit 0800 12 800. Nous avons un service de première ligne qui donne gratuitement les possibilités de recours et de médiation.

ÊTES-VOUS OPTIMISTE QUANT À L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION ?

Le contexte économique et budgétaire n'est pas très propice à plus d'égalité. Il faudra être attentif à ce que les coupes budgétaires n'entravent pas le travail des institutions et associations compétentes en la matière. Sur le marché du travail, il y a des projets pour rendre le travail des femmes plus flexible, ce qui est une bonne chose.

Au niveau européen, 35% des mères sont inactives mais la toute grande majorité d'entre elles (plus de 80%) souhaiterait travailler si le travail était plus flexible... Mais il faut que cela se fasse aussi dans l'intérêt du travailleur et pas uniquement dans celui de l'employeur.

Il faudra également continuer à lutter contre les stéréotypes de genre à l'école mais aussi dans les médias et dans la publicité. ■



Banksy : "Woman sweeping" - Londres

LE GENDER MAINSTREAMING, UNE APPROCHE GLOBALE DU GENRE

Selon le groupe de spécialistes pour une approche intégrée de l'égalité (EG-S-MS) du Conseil de l'Europe, le gender mainstreaming est : « *la (ré)organisation, l'amélioration, l'évolution et l'évaluation des processus de prise de décision, aux fins d'incorporer la perspective de l'égalité entre les femmes et les hommes dans tous les domaines et à tous les niveaux, par les acteurs généralement impliqués dans la mise en place des politiques* ».



RETROUVEZ CES DEUX INTERVIEWS EN VIDÉO DANS LEUR VERSION INTÉGRALE :

www.omdm.be/video/shalini-sinha-experte-sur-le-travail-informel-des-femmes-inde

www.omdm.be/video/veronique-de-baets-institut-pour-legalite-des-hommes-et-des-femmes-belgique



Hadja Lahbib

Propos recueillis par Roland d'Hoop

Photo ©Patrick Van Acken

"Patience, patience, t'iras au paradis ! », c'est le refrain mille fois répété aux femmes à qui l'on n'a jamais laissé le choix. Lorsqu'elles se retrouvent seules, sans enfants et sans mari, que deviennent ces femmes dont l'espace de vie se résume souvent à leur appartement et au quartier ? Loin des clichés véhiculés sur la communauté musulmane de Molenbeek, Hadja Lahbib fait le portrait de femmes qui commencent une nouvelle vie. Elles apprennent à lire, prennent du temps pour elles, vont voir des spectacles, vont découvrir le monde, encouragés par Tata Milouda, une sexagénaire marocaine qui n'a plus voulu attendre pour profiter de la vie. Un film qui donne de l'espoir et montre qu'ensemble, les femmes sont plus fortes pour se battre et pour accomplir leurs rêves.

Comment avez-vous eu l'idée de réaliser ce film ?

Un jour en allant rendre visite à la maman d'une amie d'enfance, j'ai découvert toute la solitude dont les femmes issues de l'immigration pouvaient souffrir une fois que leurs enfants ont quitté le foyer. Dans ce cas-ci, le mari était décédé ce qui rajoute à l'isolement. Ces femmes ont généralement sacrifié leur vie pour les autres et ne sont pas du tout préparées à vivre pour elles-mêmes. Je me suis dit qu'il devait y avoir de nombreuses femmes dans cette situation et après quelques recherches, je me suis rendu compte que c'était un vrai problème de société mais dont on n'avait pas ou peu parlé à ce jour.

Pensez-vous que votre film est un film sur les droits humains ? Et sur quels droits ?

Oui, il parle du droit à vivre tout simplement, à profiter de toutes les

opportunités que la vie peut offrir. Le droit d'avoir des rêves et de chercher à les réaliser...La plupart des mères que je suis dans le film n'avaient pas de rêves, il a fallu parcourir tout un chemin pour les amener à « oser » exprimer des vœux, des envies pour elles-mêmes. Elles ont été tellement habituées à servir, à éduquer, à laver, blanchir, nourrir, etc sans broncher qu'elles ont fini par s'effacer, s'annihiler. L'idée de pousser la porte d'un grand théâtre ou d'un musée leur apparaissait presque farfelue au départ, comme-ci elles étaient exclues de ce monde-là. Et il est vrai que nos premières apparitions dans ces lieux attiraient l'attention, preuve qu'il y a une vraie barrière, ne fut-ce que psychologique, à franchir. Mais une fois ces portes ouvertes, tout devient possible !

On retrouve dans votre film une notion forte de l'émancipation. Selon votre expérience avec ces femmes

que vous avez accompagnées dans ce film, quel est le déclic qui a pu les amener à prendre conscience et à exprimer ce besoin de liberté et d'émancipation ?

La rencontre avec « Tata Milouda » a été un des éléments déclencheurs. Cette femme qui a vécu jusqu'à 40 ans au Maroc n'a pas tout à fait le même parcours que les autres. Elle est arrivée sans papiers en France après avoir été maltraitée par un mari violent et c'est véritablement la force de son caractère, son bon sens et son incroyable liberté de penser qui a fait la différence. Elle est parvenue à se libérer d'un carcan, du « quand dira-t-on » et a entraîné les autres mères avec elle. Et puis il y a aussi l'effet de groupe qui a joué un rôle non négligeable : ensemble, les mères étaient plus fortes, elles osaient plus ! Et puis enfin, il y a eu cette maison de femme, « Dar el amal » qui a joué un rôle émancipateur. Il devrait en exister beaucoup plus !



Dans votre film, on voit ces femmes rigoler et puis parler de sujets qui sont parfois délicats, comme celui du voile. Est-ce facile de libérer la parole, de susciter un regard critique sur des traditions parfois bien ancrées ?

Non, ce n'est évidemment pas facile, mais le fait qu'elles étaient en groupe était un avantage. Il suffisait presque d'attendre le bon moment. Les conversations qu'elles pouvaient avoir entre elles étaient en réalité très libérées, chacune exprimant son point de vue de façon franche et sans détour. Ce sont des femmes de caractère ! La scène où elles parlent du voile sans pouvoir dire exactement pourquoi elles l'ont mis un jour est pour moi une des scènes les plus intéressantes.

Pensez-vous que votre film a une dimension universelle, car il décrit une réalité qui dépasse la culture et le milieu social ? Pourrait-on finalement observer ce même désir d'émancipation dans d'autres milieux, y compris chez des femmes belges d'un milieu social plus aisé ?

Oui, je pense vraiment que ce film a une dimension universelle. D'ailleurs au début du processus, le groupe était beaucoup plus hétéroclite, il y avait des Turques, des pakistanaises et une congolaise. Cette solitude, cette perte d'identité presque est un phénomène que l'on peut voir chez toutes les femmes qui se retrouvent seules à l'aube du troisième âge, parfois plus tôt. Celles issues de l'immigration sont dans une situation d'isolement d'autant plus criant qu'elles n'ont pas les codes culturels, parfois même pas la langue pour trouver une autre raison d'être que le sacrifice pour leurs proches. Il y a chez certaines un sentiment de culpabilité d'être encore là. Elles se retrouvent déchirées entre leur pays d'origine et le pays d'accueil où leurs enfants vivent et travaillent. C'est l'histoire des Italiennes, des Polonaises, des Congolaises... C'est aussi l'histoire des Belges. C'est une histoire universelle.

En quoi la question de l'égalité hommes-femmes vous touche-t-elle ? Est-ce un combat que vous-même avez dû mener ?

La question de l'égalité hommes-femmes concerne tout le monde, et à priori les femmes en premier. Les études les plus récentes et les plus sérieuses montrent que les inégalités sont encore très nombreuses,

Patience, patience T'iras au paradis !

Un film de Hadja Lahbib



même dans nos pays. Les inégalités salariales, le plafond de verre, la violence faite aux femmes, leur sous-représentation dans les médias ou l'utilisation machiste de l'image de la femme, les femmes comme premières victimes de la guerre, de la migration... Tout cela existe bel et bien. Quand j'étais plus jeune, j'avais la naïveté de penser que le féminisme était dépassé. Plus aujourd'hui. Être femme et ne pas être consciente que l'on vit dans un monde dominé par les hommes, c'est manquer de lucidité.

Comment pensez-vous que chaque personne peut contribuer, à son niveau, à plus d'égalité entre femmes et hommes, notamment par rapport à l'emploi (et donc aussi à la pauvreté) ?

Il est difficile de parler pour les autres, je ne peux que vous dire que dans mon secteur, celui des médias, je recherche toujours un équilibre juste. Parfois, il faut chercher un peu plus pour trouver une femme experte, ou artiste ou que sais-je, et bien je prends ce temps en plus pour assurer une représentativité aux femmes. Longtemps, j'ai été contre les quotas car ils ont des effets pervers que l'on ne peut nier, mais je pense que s'il faut en arriver là, si cela permet de faire émerger des femmes là où il n'y a que des hommes, et bien je suis pour. Bien sûr, on dira ensuite qu'elles sont incompetentes, qu'elles ont été choisies seulement selon des critères de genre, mais tant pis, au moins il y en aura et elles pourront prendre des décisions, s'asseoir aux côtés de leurs homologues parfois tout aussi (in)compétents. ■

LA GUERRE AUTOUR DU CONCEPT DE GENRE

EN FRANCE, ON SE DÉCHIRE SUR LA QUESTION DU GENRE, ET SUR SA PRÉSENCE DANS LES MANUELS SCOLAIRES...

Pourquoi tant de haine?

1. Simone de Beauvoir a dit :



On ne naît pas femme : on le devient.

C'est-à-dire que les inégalités entre femmes et hommes sont culturellement construites, et non naturelles. Une thèse qui a donné naissance à la notion du GENRE et qui a inspiré des centaines de milliers de féministes dans leurs combats.

Et puis il y a les personnes qui prétendent que les différences entre hommes et femmes sont basées sur un ordre naturel. Et qui font appel à la biologie pour défendre leur point de vue.

2.



3.

Celles et ceux-là voient dans la théorie du genre de grands dangers, voire même un complot visant à détruire « la Famille ». Elles craignent de voir l'homosexualité se banaliser – et surtout le mariage homosexuel. Ou encore une tendance à pousser les filles à se masculiniser et les garçons à se féminiser, gommant les différences dites naturelles.

4. MAIS AU FOND, que disent les scientifiques sur ces différences ? Dans le journal « Le Monde », des enseignant-e-s et biologistEs disent que cette vision est :



Et elles enfoncent le clou :

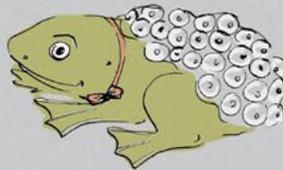
« NOUS TENONS À AFFIRMER AVEC LA PLUS GRANDE INSISTANCE QUE LES CON. NAISSANCES SCIENTIFIQUES ISSUES DE LA BIOLOGIE ACTUELLE NE NOUS PERMETTENT EN AUCUN CAS DE DÉGAGER UN QUELCONQUE « ORDRE NATUREL » EN CE QUI CONCERNE LES COMPORTEMENTS HOMMES-FEMMES OU LES ORIENTATIONS ET LES IDENTITÉS SEXUELLES. »

5.

Au contraire, ces chercheur-e-s en biologie affirment que la science nous révèle « une forte diversité des comportements, qu'ils soient ou non sexués : dans la nature, les orientations et pratiques sexuelles, les modes de reproduction et les stratégies parentales sont incroyablement variés. »



6.



« AINSI, CHEZ LE CRAPAUD ACCOUCHEUR, PAR EXEMPLE, LE MÂLE PORTE LES OEUFS SUR SON DOS ET S'EN OCCUPE JUSQU'À L'ÉCLOSION, TANDIS QUE LES MERLES CHANGENT DE SEXE AU COURS DE LEUR VIE. »

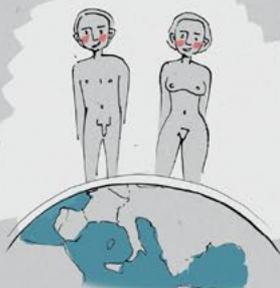
7. MAIS ALORS

SI C'EST LE BORDEL' DANS LA NATURE, POURQUOI TANT D'ACHARNEMENT À FAIRE CROIRE L'INVERSE ?

Selon les signatariEs de l'article, « les opposants au concept de genre, en tentant insidieusement de déplacer le débat du champ de la politique à celui de la biologie, ont pour objectif d'imposer leur système de représentations. Cependant, ce système n'a rien de naturel ni d'universel. »

8.

« Quelles que soient les conclusions scientifiques relatives aux origines des différences entre les hommes et les femmes, celles-ci ne doivent pas servir à légitimer l'inégalité entre les sexes dans nos sociétés, et les inégalités ne doivent pas non plus être présentées comme des faits de nature »



9.



Et pour celles et ceux qui n'ont pas bien compris : « Il est donc inadmissible et vain d'instrumentaliser la biologie dans un débat concernant l'égalité sociale entre les individus, quels que soient leur sexe, leur identité ou leur orientation sexuelle. L'apprentissage de l'égalité ne peut se faire que par l'éducation, et ce qui se passe dans la nature ne nous renseigne en aucun cas sur les décisions politiques que nous devons prendre. »

10. OUF !

CELA PEUT PARAÎTRE ÉVIDENT MAIS CERTAINES ÉVIDENCES SONT BONNES À RAPELLER !



Karo

PLUS D'INFOS SUR http://www.lemonde.fr/sciences/article/2014/03/10/il-est-inadmissible-et-vain-d-instrumentaliser-la-biologie_4380450_1650684.html

NB : ce texte est écrit dans un langage non-sexiste. Certaines règles de français sont ainsi adaptées à une vision plus égalitaire entre le masculin et le féminin. Plus d'informations ici : <http://www.liege.be/telechargements/pdf/actu/cfv-a4web.pdf>

3 FAÇONS D'AGIR :



AGIR À VOTRE NIVEAU

Nous pouvons tous agir en faveur de l'égalité femmes-hommes. Oxfam propose des outils pédagogiques pour le primaire et le secondaire, ainsi que différents outils pour faire passer le message auprès de vos collègues ou amis. D'autres organisations de femmes ou féministes existent sûrement dans votre commune ou dans votre quartier.

N'hésitez pas à les contacter pour voir comment agir.
www.fairchances.org



S'INFORMER, PARTICIPER À UNE SOIRÉE DÉBAT

Renseignez-vous auprès de votre magasin Oxfam sur les activités prévues dans votre région.

Demandez la brochure de campagne. Plus de détails sur www.fairchances.org



ACHETER DE MANIÈRE RESPONSABLE

En faisant le choix du commerce équitable, vous avez 100% de chances de contribuer à la lutte contre les inégalités hommes/femmes.

Il y a toujours un de nos Magasins du monde-Oxfam près de chez vous. Découvrez-les sur www.omdm.be

Découvrez axelle, le magazine féministe alternatif où toutes les femmes ont une voix !

En quelques mots

axelle magazine s'adresse à un large public curieux de la société et du monde. Actualités, reportages, enquêtes, portraits, politique, culture ou même bricolage; **chaque mois, axelle ouvre ses pages à toutes les femmes et aborde des sujets brûlants que les médias ne mettent pas en lumière.** En suivant des dossiers importants, en décryptant l'actualité et en partageant coups de griffe et coups de cœur, **axelle** participe à la construction d'une société égalitaire, juste, solidaire. Pour transformer le monde, il faut changer de regard!

Qui fait axelle ?

axelle magazine est édité depuis 18 ans par le mouvement féministe Vie Féminine et réalisé par une équipe de journalistes professionnel-le-s.



Comment recevoir axelle en Belgique ?

Pour recevoir axelle chaque mois, il suffit d'effectuer un virement sur le compte BE13 7755 9620 2639 de Vie Féminine [BIC : GKCCBEBB], en mentionnant vos coordonnées complètes ainsi que la communication "Abonnement axelle". Abonnement d'un an (11 numéros) : 24 euros.

Plus d'infos ? axellemag.be



Envie de découvrir gratuitement le magazine ?

Envoyez-nous un mail avec vos coordonnées à axelle@skynet.be et nous vous ferons parvenir un exemplaire récent!